

# BREST : 18 ans après la fin de la guerre des baraques servent encore d'écoles

Dans le Finistère, bastion du cléricisme, la lutte scolaire s'intensifie



Le 9 mars, les Brestoïses furent plusieurs milliers à descendre dans la rue (ci-dessus, au premier plan, les représentants du P.S.U.). (Photo Tribune)

(D'un de nos correspondants à Brest, Jean-Claude Lamezec)

**A** l'extrême pointe de l'Ouest cléricale et conservateur, au seuil de ce qu'on nomme ici la terre des prêtres, Brest, ville moderne de 143.006 habitants.

Brest la Blanche, écrivent les journaux, qui comparent sa rade à celle d'Alger et qui veulent ignorer certains problèmes.

Brest la cléricale, disent les laïques, qui en ont assez de voir leurs enfants dans des écoles en baraques, véritables taudis, datant pour la plupart de la Libération et qui ne tiennent encore debout que par on ne sait quel miracle. Aussi ne faut-il pas s'étonner si ici, peut-être encore plus qu'ailleurs, la lutte scolaire est acharnée, sans trêve, faite d'incessants mouvements de protestations et de grèves des maîtres et des parents.

Mais en lisant les lignes qui vont suivre, il ne faudra pas oublier que la bataille qui se déroule à Brest en ce moment se déroule aussi, au même moment peut-être, sous des formes différentes, mais avec autant de vigueur, dans des centaines de villes et villages bretons, partout là où les laïques ont en face d'eux des municipalités cléricales et des écoles confessionnelles.

sacrifié par des municipalités dont la sympathie était tout acquise à l'enseignement privé. Bien sûr, il y a quelques écoles modernes que l'on cite en exemple et que l'on envie secrètement quand on n'a pas la chance d'y enseigner ; mais à côté, que trouve-t-on ? Des groupes scolaires surchargés, manquant de matériel, auxquels on a adjoint des baraques, utilisant une place proche, la cour de récréation ou même la rue. Des écoles encore entièrement logées dans ces baraques-taudis qui tombent en ruine et sont un perpétuel danger pour leurs occupants.

Cet aspect lamentable qu'offre l'école de l'Etat, on le retrouve aussi bien dans le secondaire et le technique que dans le primaire.

Le lycée technique, construit pour abriter 800 élèves, en reçoit en réalité 1.200 et en refuse. Un des lycées classiques est encore entièrement en baraques. Quant aux patronages laïques municipaux, démunis de tout, ils ne subsistent que grâce au dévouement sans limite de leurs dirigeants et membres qui n'en doivent pas être seulement les animateurs mais encore les « réparateurs ».

## Une situation lamentable...

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui car, si depuis la fin de la guerre, on a beaucoup reconstruit à Brest (quoique 12.000 personnes vivent encore en baraques), l'enseignement laïque a toujours été

## ...encore aggravée par un hiver rigoureux

Une baraque, c'est à peine habitable quand la température est clémente. Mais quand, malgré le chauffage (insuffisant), celle-ci reste négative et que

*l'encre gèle dans les encriers, on ne peut vraiment plus y faire la classe sans compromettre gravement la santé des enfants. Aussi, cet hiver, les classes-baraques ont-elles fermé les unes après les autres au moment des plus grands froids. Ou bien elles n'ouvraient que l'après-midi, quand un pâle soleil, passant par les planches disjointes, parvenait à réchauffer un peu les murs moisis. Et puis, dès que la température s'élevait, il fallait recommencer à travailler comme avant dans ces taudis qui, dit-on, devront encore durer de quatre à cinq ans... quatre à cinq ans pendant lesquels on demandera aux maîtres de parler de la grandeur de la France... Il avait, certes, fière allure M. Pompidou, quand, de la tribune de l'Assemblée nationale, il déclara que l'E.N. avait une tâche primordiale à remplir ; mais sans doute se trompa-t-il et voulut-il parler de la tâche qui attendait l'enseignement confessionnel, ce fidèle soutien du régime.*

## Un contraste frappant

*On se doute que cette école que nos adversaires prétendent libre, mais à qui, nous laïques, refusons cette étiquette, est très florissante dans nos régions et qu'aucun problème précédemment évoqués ne se pose à elle. L'argent volé à l'E.N. avec la complicité d'un Etat pour qui les désirs des cléricaux sont des ordres, est par elle judicieusement utilisé : il n'est question, dans la presse locale, que de cérémonies inauguratives de nouveaux bâtiments scolaires auxquelles nos élus municipaux, plus à l'aise parmi ces gens de leur milieu qu'à écouter les revendications des laïques, se font un plaisir de participer. Et si, au cours d'une promenade dans Brest, vous rencontrez une école somptueuse, entourée de vertes pelouses et de terrains de sports, dites-vous bien que le doute n'est pas permis et que vous êtes en face d'une école confessionnelle. Quant à l'école publique, elle se reconnaît en général à son aspect délabré, à son exigüité et à ses lézardes.*

## Une municipalité fractionnaire

*Elle est dirigée par M<sup>e</sup> Lombard, ind., en d'autres temps partisan de l'Algérie française, aujourd'hui flirtant avec la S.F.I.O., et farouche adversaire de l'U.N.R. Aucun homme de gauche au conseil municipal où une coalition ind.-M.R.P. affronte une forte minorité U.N.R., car à Brest, comme dans tout l'Ouest, sauf rares exceptions, le gaullisme a le vent en poupe.*

*Battu aux législatives, le maire songe aux municipales et aimerait que les laïques croient en sa bonne foi quand il réclame avec eux la prise en considération de cette commande groupée, toujours ajournée, mais qui ne sera finalement que peu de chose face aux énormes besoins de l'école. N'alla-t-il pas jusqu'à déclarer au dernier conseil municipal que, si les parents d'élèves décidaient de manifester dans la rue, lui, Georges Lombard, marcherait à leur tête ? En*

*fait, M<sup>e</sup> Lombard, il hurle avec les loups contre ce qui n'est pas du ressort de la municipalité ; mais quelle action mène-t-il, lui, sur le plan brestois, en faveur de l'école publique ? Pas un poêle supplémentaire n'a été fourni aux groupes scolaires les plus défavorisés quand le froid était le plus vif et il a fallu qu'un mur de soutènement de baraques s'écroule, miné par le gel, pour que la mairie s'émeuve un peu. Par ailleurs, tous les enseignants connaissent trop bien le nombre de lettres ou de coups de téléphone nécessaires pour obtenir la moindre réparation pour être dupes d'une bonne volonté de façade, destinée avant tout à tromper l'opinion publique.*

## La colère des maîtres et des parents

*Il ne se passa pas un jour, cet hiver, qui n'apportât la preuve du désir d'action des laïques et depuis la pétition nationale contre la loi Debré, les conseils de parents d'élèves n'avaient connu pareil bouillonnement. Partout dans Brest ce furent des manifestations décidées par les parents et appuyées par les enseignants. Les grèves succédèrent aux grèves et on vit même plusieurs centaines d'élèves, conduits par leurs maîtres, quitter leurs classes glaciales et aller envahir la mairie de la ville... Les journaux locaux ne pouvaient plus ignorer un tel mécontentement et contribuaient, bon gré mal gré, à faire connaître dans tout le département la misère de l'enseignement public brestois.*

## La manifestation du 9 mars

*Elle fut la consécration de ces semaines de luttes incessantes : répondant à l'appel de leurs organisations, les parents n'envoyèrent pas leurs enfants à l'école le samedi après-midi et se rassemblèrent en masse autour des différents groupes scolaires. De là, des cortèges imposants gagnèrent le centre de la ville où devait avoir lieu le regroupement des manifestants. Ils furent plusieurs milliers à descendre ainsi dans la rue, malgré un temps détestable, portant des pancartes et criant à la municipalité et au gouvernement leur indignation, leur impatience d'en finir avec toutes ces baraques, modernes ou anciennes, et leur hâte d'obtenir enfin la reconstruction en dur de tous les groupes scolaires brestois.*

*Cette manifestation, quelque impression de puissance qu'elle ait pu donner, ne peut être considérée comme mettant un point final à une campagne d'agitation de plusieurs semaines : de telles actions devront être reprises et intensifiées tant que restera à Brest une seule classe en baraque. C'est-à-dire finalement tant que l'Etat gaulliste n'aura pas fait un choix : ou bien il consacra l'argent de l'Etat à l'école de l'Etat (et supprimera tout crédit à l'enseignement concurrentiel privé), ou bien il continuera à gaspiller des centaines de milliards dans des domaines aussi inutiles que celui de la force de frappe. Car ne*

*nous y trompons pas : la lutte pour l'école laïque implique la lutte contre la politique gouvernementale dans son ensemble. C'est à cette seule condition, qui exige des militants laïques une vigilance et une activité encore accrues, que les petits écoliers brestois devront d'être un jour convenablement logés.*

## QUELQUES CHIFFRES

Le Finistère, premier département par son taux de scolarisation, mais placé au quatre-vingt-cinquième rang pour ce qui est du montant des subventions allouées par l'Etat pour les constructions scolaires.

150 projets de grosses réparations déposées à la préfecture, mais seulement quelques projets subventionnés chaque année.

490.000 F alloués par le conseil général à l'école

cléricale lors de sa session de décembre 1962.

240 millions réclamés par la commission de la carte scolaire à l'académie de Rennes qui chiffrait ainsi les crédits minima d'investissements nécessaires pour les quatre départements bretons.

**PETITION LAÏQUE** : 169.526 signatures, soit 43 % des votants. A Brest même, 30.000 signatures sont recueillies pour environ 70.000 électeurs.

**EFFECTIFS SCOLAIRES** (année 1961-1962) :

1. Enseignement public : Primaire et maternelle. 2.489 classes, soit 819 écoles. - C.E.G. : 64 avec 11.784 élèves.

2. Enseignement privé : Primaire et maternelle : 1.375 classes, soit 354 écoles. - C.E.G. : 87 avec 9.166 élèves.

**POURCENTAGES** : 64,1 % dans les maternelles et classes enfantines publiques ; 52,7 % dans le primaire et 56,2 % dans les C.E.G. (moyenne : 55,5 %).

Il y a une légère progression par rapport à 60-61 (moyenne : 55,2 %).